

LE REPENTIR DU PACHA DE LA P.A.C.

Christian SAUTTER et Catherine CADOU

L'Europe, affamée pendant la guerre et après la Libération, a accordé dès l'origine une grande importance à l'agriculture. Un an après la signature du Traité de Rome entre les six pays fondateurs (25 mars 1957), les principes d'une « politique agricole commune » ont été posés à Stresa en 1958 : unicité du marché, préférence communautaire, solidarité financière, prix minimum garantis pour les producteurs. Ce volet agricole, bénéficiant principalement à la France, était essentiel aux yeux du général de Gaulle, président du Conseil, pour équilibrer la menace exercée (déjà !) par l'industrie allemande sur l'industrie française, dont le patronat frileux (déjà !!) craignait la concurrence dès que les frontières internes à l'Europe seraient ouvertes fin 1958.

Un homme, Sicco MANSCHOLT, a été l'architecte de cette Politique Agricole Commune (PAC). Néerlandais, né en 1908 dans une famille de fermiers, résistant et ministre de l'Agriculture, de la Pêche, et de l'Approvisionnement alimentaire des Pays-Bas de 1945 à 1948, il fut Commissaire européen à l'Agriculture de 1958 à 1972 (avant d'être brièvement président de la Commission de mars 1972 à janvier 1973). « Chantre de l'agriculture intensive » selon Dominique MÉDA, que nous retrouverons plus loin, il a développé obstinément un plan organisant ce que Henri MENDRAS a appelé « la fin des paysans ». 5 millions d'exploitants ont dû quitter la ferme familiale et des formations/reconversions leur ont été proposées. Les enfants, garçons et filles, ont rejoint les usines et les entreprises urbaines en pleine expansion durant les *trente années glorieuses* de croissance (1945-1975).

L'objectif était que les agriculteurs restant en place sur les exploitations remembrées, avec les haies supprimées, les tracteurs déployés, les engrais et pesticides répandus, puissent atteindre le même niveau de revenu que les autres actifs de leur région. Cela signifiait en clair une limitation des aides directes aux exploitations « peu rentables », et le soutien massif des prix avantageant évidemment les fermes les plus grandes et les plus productives. Il était même prévu de faire face au risque de surproduction en mettant en jachère 5 millions d'hectares de bonnes terres arables.

Quant à la « préférence communautaire », protégeant les productions européennes des concurrences déloyales ou des concurrents exploitant des surfaces immenses aux États-Unis, en Amérique latine ou en Russie-Ukraine,

elle avait déjà subi un sérieux coup de canif quand, en 1962, l'Amérique, avocate du libre-échange, n'avait donné son accord qu'à condition que l'Europe importe en masse des tourteaux de soja dont les animaux des fermes industrielles européennes avaient grand appétit.

Cette stratégie d'agro-industrie a atteint ses objectifs, particulièrement en France, où les grandes exploitations ont fleuri tandis que les fermes familiales s'étiolaient, ceci avec la double bénédiction des gouvernements, de droite et de gauche, tout heureux de cette manne financière qui tombait chaque année de Bruxelles, et du principal syndicat agricole, la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FNSEA), épaulée par le mouvement des Jeunes Agriculteurs. Cette cogestion dure encore aujourd'hui et il n'est pas rare que des membres de l'agro-business et de la corporation deviennent ministres {comme cela se fait par ailleurs entre la finance, Matignon ou l'Élysée !}.

Coup de tonnerre dans un ciel serein : le 9 février 1972, le commissaire à l'agriculture, Sicco Mansholt, écrit une lettre ouverte au président de la Commission, Franco Maria MALFATTI. Le « pacha de la PAC » productiviste devient écologiste ! Dominique Méda, sociologue engagée, a eu la bonne idée de sortir cette missive de l'oubli, où l'avaient pieusement enfermée tous les Européens orthodoxes. *La Lettre Mansholt 1972* a été publiée en 2023 par *Les Petits matins* (78 pages avec l'addition de moult commentaires passionnants).

Qu'est-ce qui a fait tomber le commissaire-agriculteur de son tracteur ? Il a eu accès aux travaux commandés par le Club de Rome au couple Dennis et Donella MEADOWS (et Jorgen RANDERS), avant leur publication en mars 1972 sous le titre « *Les limites de la croissance* ». Mansholt souligne que les cinq déterminants de l'avenir de l'humanité sont : l'évolution démographique dans le monde, la production alimentaire, l'industrialisation, la pollution et l'utilisation des ressources naturelles. Auxquels il ajoute : le sens du travail humain, l'instauration d'une démocratie véritable et l'égalité des chances pour tous.

À la poursuite d'une croissance perpétuelle de la population et de la production, l'humanité va dans le mur ! La terre ne peut fournir les matières premières et l'énergie nécessaires pour une population qui atteindrait 7 milliards d'habitants en l'an 2000. Et seule l'Europe, écrit-il, a la capacité d'agir, les États-Unis étant sur la voie du déclin et les Nations-Unies se traînant d'une crise à l'autre.

Sachant que la consommation par habitant est vingt-cinq fois plus élevée dans les pays développés que dans les pays en voie de développement, ce sont donc aux pays développés de montrer l'exemple. Côté population, il recommande de promouvoir la limitation des naissances et de supprimer les aides aux familles nombreuses. Côté économie, au sacro-saint PIB (Produit Intérieur Brut), il substitue l'UNB, l'« Utilité Nationale Brute », dans laquelle les biens incorporels de loisirs et de services publics en hausse pèsent lourd à côté des biens matériels dont la consommation doit être réduite. D'un côté, une décroissance des productions et consommations d'automobile et d'électroménager ; de l'autre, une croissance des achats culturels, de la santé, de l'éducation, du *care*, dirait-on aujourd'hui !

Sicco Mansholt étant un homme d'action, il ne croit pas aux vertus des discours moraux mais propose une révolution concrète dont le principe est simple, qui met à terre le capitalisme de son temps {et du nôtre} : « une économie rigoureusement planifiée qui assurerait à chacun le minimum vital ; un système de production non polluant et la création d'une économie du recyclage ». Les « bons » produits et services aurait le label CR (*clean and recycling*, propre et recyclé) délivré par le plan quinquennal national, encadré par un « plan central européen » et vérifié à l'échelon européen. L'économie européenne vivrait en circuit fermé {on voit la préférence communautaire revenir en force} et les biens et services non CR seraient fortement taxés à la frontière européenne.

Mansholt envisage même un système européen autoritaire de distribution des matières premières. Si l'on ajoute que l'Europe devrait accroître considérablement son appui aux pays en développement pour qu'ils développent leurs productions de biens CR, dans le but louable de se rapprocher des conditions de travail et de vie des pays développés, on comprend que la Lettre Mansholt ait été accueillie par les sarcasmes de tous les bien-pensants et bien-puissants de la croissance. Seules quelques voix ont applaudi cette conversion radicale telles celle André GORZ, chantre de l'autogestion. Edmond MAIRE, à la tête de la CFDT, est un peu plus nuancé et déclare en juin 1972 : « l'avenir de l'humanité est incompatible avec le mode de production capitaliste » et « l'approche écologique doit se situer dans un ensemble et non se centrer sur un mytique ruralisme ou un sur un utopique retour à la nature ». Mais il ajoute : « Il ne nous intéresse pas que l'issue soit un système autoritaire technocratique et contraignant ; réalisons l'autogestion et la planification autogérée ».

Comme l'écrit Dominique Méda, nous avons perdu cinquante ans, et il est important de rouvrir le débat, par exemple en vue des élections présidentielles du printemps 2027. Ces 80 pages présentant la Lettre Mansholt et les interrogations qu'elle a soulevées, peuvent animer des soirées familiales, amicales ou militantes.

Revenons à l'actualité européenne qui n'est pas sans rappeler la prophétie de Mansholt sur le déclin américain et les embarras des Nations-Unies. Sous les pressions extérieures de Poutine et Trump, l'Europe semble se ressaisir et affirmer une certaine volonté de ne pas se laisser broyer entre le marteau russe et la faucille trumpienne. Certes, l'Union européenne reste dans sa logique hanséatique selon laquelle le commerce favorise la paix. Mais elle cherche à constituer un réseau de pays intermédiaires, qui veulent échapper au choix faustien entre la vassalisation militaire américaine et la vassalisation technologique chinoise. Après l'accord sur le Mercosur, voici que la présidente de la Commission signe un traité de libre-échange avec l'Inde, avec même un volet « Défense » ! Mais sans volet agricole, l'Inde voulant protéger son agriculture familiale.

Dans ce timide réveil de l'Europe, on ne peut que regretter la présence atone de la France, empêtrée dans ses querelles intérieures depuis la dissolution ratée de 2024. Et lire avec un peu de stupeur dans *Les Échos* du 26 janvier que l'Allemagne de Merz et l'Italie de Melloni scellent un pacte pour « donner un nouvel élan à l'Europe ». Français, ouvrez les volets et discutez de l'avenir avec vos enfants et petits-enfants !

30 janvier 2026